

# GOUVERNER LES TERRITOIRES PAR RESEAUX

COLLOQUE – APPEL A COMMUNICATIONS

SCIENCES PO LYON - ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON – TRIANGLE UMR 5206

27 ET 28 JUIN 2012

L'action publique territoriale mobilise de nombreux réseaux : réseaux d'élus, réseaux de techniciens, réseaux de collectivités, réseaux impulsés par d'autres niveaux de gouvernement nationaux ou supranationaux. C'est bien dans un contexte de recomposition de l'action publique étatique que la diplomatie des territoires – et notamment des villes - est devenue un enjeu plus important. Si pendant de nombreuses années, l'internationalisation n'a guère été prise au sérieux par les chercheurs et souvent rangée au rang du folklore, force est de constater que depuis les années 1980, le regard s'est déplacé (Magnusson, 1996). L'internationalisation des villes renvoie, à la fois à la production d'une image renouvelée du territoire urbain, et à la question du rayonnement, à des positionnements d'élus, à des recherches de nouvelles ressources notamment financières, et plus largement – depuis une trentaine d'années – à une redéfinition de la régulation des sociétés urbaines liées à une transformation des économies urbaines et à un nouveau rôle de l'Etat. La dimension internationale et la place des villes dans le marché et la compétition inter-urbaines sont aujourd'hui des objets bien étudiés à la fois en analyse de l'action publique, en urbanisme ou en géographie (Kantor, Savitch, 2002 ; Le Gales, 2002 ; Brenner, 2004).

C'est cette circulation entre les territoires qui nous intéresse. Il est évident que les réseaux ne constituent qu'une relation, parmi d'autres, entre territoires (Taylor, Derudder, Saey, Witlox, 2007). Néanmoins, ils s'imposent dans l'action publique contemporaine comme un outil et/ou une réponse à un processus d'internationalisation (Kresl, Fry, 2005). Ils sont alors un observatoire privilégié et accessible de cette internationalisation.

Les réseaux sont au cœur d'une littérature pluri-disciplinaire. Des travaux reviennent sur la nouvelle forme d'action publique urbaine ainsi rendue possible par ces réseaux liés à des groupements de villes de plus en plus nombreux ou encore à des programmes européens (Bennington, Harvey, 1998). D'autres s'intéressent à la vision du monde et aux théorisations politiques implicites cristallisées dans ces instruments que sont les réseaux de villes. La question qui traverse ces travaux est la suivante (Leitner, Sheppard, 2002) : le réseau de villes est-il un instrument qui sert le néo-libéralisme en favorisant la concurrence entre les villes ou au contraire est-il une option limitant les effets de cette compétition (Heeg, Klagge, Ossenbrugge, 2003) ?

Notre propos ne souhaite pas alimenter ce débat. Il rejoint un troisième ensemble d'enquêtes davantage socio-historiques qui souhaitent repérer le travail d'institutionnalisation de ces réseaux, réseaux qui voient le jour dès la fin du dix-neuvième siècle (*Contemporary European History*, 2002 ; *Annuaire d'histoire administrative européenne*, 2003). En rétablissant une épaisseur historique des réseaux, en les isolant comme objets d'études, une nouvelle grille de lecture s'impose. Une grille de lecture qui revient sur le processus d'institutionnalisation du réseau, en offrant une définition davantage configurationnelle. Le réseau est bien saisi comme une configuration territoriale : le réseau repose sur des initiatives de quelques villes, départements ou régions, sur des relations entre ces différents acteurs territoriaux. Par un effet d'agrégation, le réseau gagne en autonomie et pèse – à travers des ressources comme des contraintes – sur ces relations, voire sur le gouvernement des villes ou des territoires (Payre, 2010).

Cette lecture conduit à prendre au sérieux les réseaux de collectivités territoriales qu'ils soient le fait d'élus, de techniciens (ou les deux). En effet, la boîte noire qu'ils constituent n'est que très rarement ouverte. **Les réseaux sont trop souvent réifiés, présentés comme sans histoire ou surtout d'emblée présentés comme rassemblant une population clairement définie. Or le regard peut être déplacé. C'est bien la construction du réseau comme outil (d'internationalisation, de production d'expertise, de représentation des intérêts) qui nous intéresse lors du présent colloque.**

## **1/ Socio-histoire des circulations entre territoires**

Si dès les années 1870, les municipalités d'Europe du Nord multiplient les enquêtes à l'étranger, créant ainsi un réseau transnational de compétence municipale (Hietala, 1993 et 2003), c'est à partir de 1913 et la création de l'Union internationale des villes que s'organise une véritable « toile municipale » (Payre, 2002 ; Saunier, 2006). La toile devient concurrentielle, en 1951 avec le Conseil des communes d'Europe (Vion, 2001). En 1957 est créée la fédération mondiale des cités unies. Les réseaux de villes se multiplient au cours des années 1980 et ce jusqu'à la fusion d'une partie d'entre eux sous le nom de CGLU en mai 2004.

Les communications pourront revenir sur la constitution et le rôle de réseaux transnationaux, nationaux ou infra-nationaux de collectivités. Il s'agira de s'attarder sur les ambitions politiques des acteurs ayant contribué à la genèse de tels réseaux mais également sur les relations entre les réseaux et les institutions nationales ou internationales. Et ce, afin de mettre au jour une histoire des circulations non centrées sur les États.

## **2/ Le réseau comme groupe d'intérêt**

Ce second axe renvoie lui aux réseaux créés pour défendre des intérêts spécifiques d'un groupe d'élus (association des maires de France), de techniciens (association des ingénieurs de France) ou de collectivités locales (Energy cities). Comment ces réseaux de défense d'intérêts particuliers se constituent-ils ? Quels sont les activités de ces réseaux ? Pourquoi privilégier la forme réseau pour faire entendre des intérêts ? Qui en sont les membres ? (Fonctions occupées dans le réseau et à l'extérieur, parcours professionnel, expertise détenue, perception du réseau,...)

Les communications attendues auront pour ambition de comprendre non seulement comment le réseau peut être une forme pertinente d'action pour représenter des intérêts mais également la manière dont ils agissent au quotidien pour être reconnus.

## **3/Le réseau comme échanges de pratiques et de savoirs**

Ce troisième axe s'inscrit lui au cœur de la « boîte noire » des réseaux en s'intéressant à ce qu'il s'y passe concrètement. Il s'agit de s'attarder sur la façon dont différents territoires décident de s'unir afin d'échanger et sur les activités, les pratiques et des savoirs. Par ailleurs, cet axe permettra de revenir sur les objectifs et les ambitions de tels échanges de pratiques et de savoirs par les collectivités et les acteurs. Assiste-t-on à la constitution d'une expertise par ces réseaux sur la thématique traitée ? Comment cette expertise est-elle valorisée ? Sommes-nous bien face à la constitution de savoirs pour gouverner ces territoires ?

Les communications privilégiées seront celles qui reviennent sur le travail minutieux effectué par les représentants des collectivités dans les réseaux, les objectifs poursuivis par ces réseaux et sur les modalités retenues d'échanges de pratiques et de savoirs. Une réflexion méthodologique sur l'objectivation des effets de ces échanges pourra alimenter nos débats.

#### 4/ Le réseau comme forme d'action publique

Les réseaux de villes peuvent également être vus comme des instruments de gouvernement ou encore des vecteurs d'une action publique renouvelée. Il s'agira de voir en quoi ils peuvent être saisis comme des relais capables de satisfaire des objectifs politiques (la Convention des maires, programme URBACT, Cadre de référence pour les villes durables, etc.).

Au sein de cet axe, les communications questionneront les modalités et possibilités de co-construction de l'action publique, et cela aussi bien au niveau local, national qu'euro-péen. L'objectif est également d'explorer des formes de standardisation rendues possible par les réseaux. Autrement dit, c'est bien le réseau comme forme de gouvernement – soumettant des unités de domination à un ordre politique plus large - qui nous intéresse directement dans ce dernier axe.

#### PROPOSITIONS DE COMMUNICATION ET CALENDRIER

Les propositions de communication, en français ou en anglais, (**maximum 1 500 signes**) devront inclure une présentation du terrain, la méthodologie adoptée et la problématique retenue. Elles indiqueront également le nom et le prénom de l'auteur, son statut, son laboratoire et / ou université de rattachement, et ses coordonnées complètes.

**Les propositions de communication sont à envoyer avant le 20 mars 2012 à l'adresse électronique suivante : [reseauxjuin2012@gmail.com](mailto:reseauxjuin2012@gmail.com)**

Les auteurs dont les communications auront été retenues par le comité de sélection en seront informés fin mars 2012. Les textes des communications devront parvenir au plus tard le **29 mai 2012** aux organisateurs pour favoriser des discussions enrichissantes lors du colloque les 27 et 28 juin 2012 à Lyon.

#### COMITE D'ORGANISATION

Anouk Flamant ([anouk.flamant@sciencespo-lyon.fr](mailto:anouk.flamant@sciencespo-lyon.fr))

Renaud Payre ([renaud.payre@sciencespo-lyon.fr](mailto:renaud.payre@sciencespo-lyon.fr))

Mili Spahic ([mili.spahic@sciencespo-lyon.fr](mailto:mili.spahic@sciencespo-lyon.fr))

## BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

*Annuaire d'histoire administrative européenne*, « Formation et transfert du savoir administratif municipal », 15, 2003 (ed: Nico Randeraad)

Bennington John, Harvey Janet, “Transnational local authority networking within the European Union: passing fashion and new paradigm”, in Marsh David (ed.), *Comparing Policy Networks*, Philadelphia, Open University Press, 1998, p.149-166

Brenner Neil, *New State Spaces: Urban Governance and the Rescaling Of Statehood*, Oxford, Oxford University Press, 2004

*Contemporary European History*, « Municipal Connections: Co-operation, Links and Transfers among European Cities in the Twentieth Century », 11, 4, 2002 (ed: Pierre-Yves Saunier)

Heeg Susanne, Klagge Britta, Ossenbrugge Judiergen, “Metropolitan Cooperation in Europe: Theoretical issues and perspectives for urban networking”, *European Planning Studies*, 11, 2, 2003, p.139-153

Hietala Marjetta, « La diffusion des innovations: Helsinki 1875–1917 », *Genèses*, 10, 1993, p.74–89

- “Transfer of German and Scandinavian Administrative Knowledge: Examples from Helsinki and the Association of Finnish Cities, 1870-1939”, *Yearbook of European Administrative History*, 15, 2003, p.109-130

Kantor Paul, Savitch Hank V, *Cities in the International Marketplace: The Political Economy of Urban Development in North America and Western Europe*, Princeton, Princeton University Press, 2002

Kresl, Peter Karl, Fry Earl H, *The urban response to internationalization*, Edward Elgar Publishing, Cheltenham, 2005

Le Galès Patrick, *European cities. Social conflicts and governance*. Oxford University Press, Oxford, 2002

Leitner Helga, Sheppard Eric, “« The City is Dead, Long live the Net » : Harnessing European Interurban Networks for a Neoliberal Agenda”, in Brenner Neil, Theodore Nick (eds), *Spaces of neoliberalism. Urban restructuring in North America and Western Europe*, Oxford, Blackwell, 2002, p.148-171

Magnusson Warren, *The search for political space*. University of Toronto Press, Toronto, 1996

Payre Renaud, *A la recherche de la "Science Communale". Les "mondes" de la réforme municipale dans la France de la première moitié du vingtième siècle*, Thèse de doctorat en science politique, IEP/ Université Grenoble 2, 2002

- “The Importance of Being Connected: City Networks and Urban Government. Lyon and Eurocities (1990-2005)”, *International Journal of Urban and Regional Research*, 34, 2, 2010, pp.260-280

Saunier Pierre-Yves, “La toile municipale au XIXème-XXème siècles : un panorama transnational vu d'Europe”, *Urban History Review*, XXXIV, 2, 2006, p.163-176

Taylor Peter, Derudder Ben, Saey Pieter, Witlox Franck, *Cities in Globalization. Practices, Policies and Theories*, London, Routledge, 2007

Vion Antoine, *La constitution des enjeux internationaux dans le gouvernement des villes françaises (1947-1995)*, Thèse de doctorat de science politique, Université Rennes 1, 2001